



Distr.
GENERALE
E/2164/Add.24
7 janvier 1954
FRANCAIS
ORIGINAL : ALLEMAND

Dix-septième session
Point 16 de l'ordre du jour, partie 6)

LE PROBLEME DE L'APATRIDIE

Renseignements communiqués par les Etats conformément à la résolution 352 (XII)
du Conseil économique et social relative au problème de l'apatridie

L'Observateur permanent de l'Autriche auprès des Nations Unies a, par lettre du 3 novembre 1953, communiqué au Secrétaire général le mémoire ci-après.

AUTRICHE

I. Mesures prises pour éviter les cas d'apatridie

1. Généralités

La Loi autrichienne sur la nationalité s'inspire largement du principe qu'il faut éviter l'apatridie dans toute la mesure du possible. La perte de la nationalité autrichienne sans l'acquisition simultanée d'une nationalité étrangère ne se produit que dans les cas mentionnés à l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 9 de la Loi de 1949 sur la nationalité (lorsque l'intéressé est entré volontairement au service - service civil ou service militaire - d'un Etat étranger). Et cette règle admet encore des exceptions; c'est ainsi que la perte de la nationalité ne s'étend pas au citoyen qui accepte un poste de professeur de l'enseignement supérieur dans un Etat étranger si, selon les lois de cet Etat, l'acceptation d'un poste de ce genre n'entraîne pas l'acquisition de la nationalité dudit Etat. Elle ne s'étend pas non plus à un citoyen autrichien qui se trouvait déjà dans les forces armées des Nations Unies le 15 juillet 1945.

Il ressort de l'exposé des motifs publiés par le Gouvernement fédéral que l'on a fait place dans la Loi à ces dispositions relatives à la perte de la nationalité - qui reprennent celles de la Loi fédérale du 30 juillet 1925 (article 10, paragraphe 1, alinéa 2) - d'abord parce que le fait d'entrer au service d'un Etat étranger est incompatible avec la fidélité à la République autrichienne, ensuite,

en ce qui concerne le service militaire, parce que l'article 158 du Traité de Saint-Germain oblige l'Autriche à empêcher les citoyens autrichiens d'entrer dans les forces armées d'un Etat étranger.

2. Nationalité de la femme mariée

a) Femme autrichienne mariée à un étranger.

La femme ne perd sa nationalité que s'il est établi qu'en vertu de la législation de l'Etat dont son mari est ressortissant, elle acquiert par son mariage la nationalité de cet Etat (Loi de 1949, article 8, paragraphe 1). Cette disposition est en harmonie avec l'article 8 de la Convention de La Haye, qui dispose ce qui suit :

"Si la loi nationale de la femme lui fait perdre sa nationalité par suite de mariage avec un étranger, cet effet sera subordonné à l'acquisition par elle de la nationalité de son mari".

b) Perte de la nationalité par le mari.

En vertu du paragraphe 1 de l'article 9 de la Loi de 1949 sur la nationalité, quiconque acquiert une nationalité étrangère ou entre volontairement au service - service civil ou service militaire - d'un Etat étranger, perd la nationalité autrichienne par exclusion (Ausbuergerung).

En ce qui concerne l'extension de la perte de la nationalité à l'épouse, le paragraphe 2 de cet article disposait à l'origine :

"La perte de la nationalité par exclusion (Ausbuergerung) ne s'étend à l'épouse que si le mariage reste valide et si les époux ne sont pas judiciairement séparés de corps, et aux enfants mineurs nés du mariage que s'ils acquièrent en même temps la nationalité étrangère."

En raison de l'ambiguïté du texte, il était difficile de dire dans la pratique si la condition relative à l'acquisition simultanée d'une nationalité étrangère ne s'appliquait qu'aux enfants ou si elle s'appliquait également à l'épouse. L'épouse pouvait par conséquent devenir apatride. La nouvelle rédaction employée dans la Loi de 1949 modifiant la Loi sur la nationalité (RGBl. n° 142, article II, alinéa 7) a dissipé cette équivoque en précisant que l'épouse ne perd la nationalité autrichienne que si elle acquiert en même temps une nationalité étrangère.

3. Nationalité des enfants

- a) Enfants légitimes de parents apatrides ou de parents dont la nationalité est incertaine.

La Loi de 1949 modifiant la Loi sur la nationalité a ajouté à son article 3 une disposition selon laquelle, lorsque la mère possède la nationalité autrichienne et que le père est apatride, l'enfant acquiert la nationalité de la mère. Comme les autorités gouvernementales des Länder en ont été avisées par l'Ordonnance du 8 mars 1950 (Zl.43.532-7/50 (S.L.)), la disposition en question peut, si on l'interprète de façon large, être étendue aux enfants nés avant l'entrée en vigueur de la Loi modificatrice de 1949 (soit le 19 juillet 1949), si sont remplies toutes les conditions suivantes :

- aa) Le père était apatride au moment de la naissance de l'enfant (s'agissant d'un enfant légitime) ou bien le père étant décédé à ce moment-là (enfant posthume), il y a lieu de présumer que, s'il avait été vivant, il aurait été apatride.
- bb) La mère possédait la nationalité autrichienne au moment de la naissance de l'enfant et également le 19 juillet 1949.
- cc) Si le père était vivant à cette dernière date, il était alors apatride.

Comme il a été signalé à la section A II, cette résolution est beaucoup plus satisfaisante que la disposition correspondante du Protocole qui concerne un cas spécial d'apatridie; cette disposition, en effet, repose sur la présomption que l'enfant (légitime) est né dans le pays dont la mère possède la nationalité (article premier); par conséquent, dans bien des cas, elle n'empêche pas l'apatridie.

- b) Légitimation d'enfants naturels.

En cas de légitimation, les enfants naturels acquièrent la nationalité de leur père (dernière phrase du paragraphe 1 de l'article 3 de la Loi de 1949 sur la nationalité). Cette disposition vise à empêcher que ne deviennent apatrides les enfants qui, en vertu de la législation du pays dont ils étaient précédemment ressortissants, perdent leur nationalité du fait de la légitimation.

Au sujet de la perte de la nationalité autrichienne en cas de légitimation, le paragraphe 2 de l'article 8 de la Loi de 1949 disposait à l'origine :

"Les enfants naturels d'une femme qui épouse un étranger ne perdent leur nationalité en même temps que leur mère que s'ils sont légitimés par le mariage."

Comme la législation de nombreux pays n'attribue pas automatiquement à un enfant naturel, en cas de légitimation, la nationalité de ces pays, les enfants naturels légitimés de la manière prévue par la loi perdaient la nationalité autrichienne sans acquérir une nationalité étrangère. Ils devenaient ainsi apatrides. Pour remédier à cet état de choses, la Loi de 1949 modifiant la loi sur la nationalité a donné à l'article 8 sa nouvelle rédaction. Ainsi un enfant ne perd plus la nationalité autrichienne du seul fait qu'il a été légitimé; il ne la perd que si la légitimation lui fait acquérir simultanément la nationalité du pays étranger en question.

c) Perte de la nationalité par le père d'un enfant légitime (par la mère d'un enfant naturel)

Le paragraphe 2 de l'article 9 de la Loi de 1949 dispose que la perte de la nationalité (par le père d'un enfant légitime ou par la mère d'un enfant naturel) ne s'étend aux enfants mineurs non émancipés que s'ils acquièrent en même temps la nationalité étrangère; en ce qui concerne les filles, il faut en outre qu'elles ne soient pas mariées.

II. Mesures prises pour supprimer les cas actuels d'apatridie.

1. Annulation du retrait de la nationalité pour des raisons "politiques".

A l'origine, le paragraphe 1 de l'article 4 de la Loi transitoire sur la nationalité disposait simplement :

"Toute personne à qui la nationalité autrichienne a été retirée en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 10, de la Loi fédérale du 30 juillet 1925, BGBl. 285, modifiée par l'Ordonnance du 16 août 1953 du Gouvernement fédéral (BGBl. 369), peut, sur demande adressée aux autorités du district (autorités de la police fédérale) et accompagnée de pièces justificatives, recouvrer la nationalité autrichienne, s'il est établi qu'elle n'a

pas perdu sa nationalité parce que sa conduite générale était incompatible avec les principes d'une République autrichienne indépendante et démocratique."

Les personnes auxquelles, en application des dispositions pertinentes publiées dans le numéro 369/1933 du Journal officiel fédéral, la nationalité autrichienne avait été retirée en raison de leurs relations avec l'ancien parti national-socialiste allemand ne pouvaient donc pas recouvrer la nationalité autrichienne. En conséquence, un grand nombre de ces personnes demeuraient apatrides. Pour aider à recouvrer la nationalité autrichienne à celles dont la conduite politique avait été irréprochable depuis la libération de l'Autriche, la Loi de 1949 modifiant la Loi sur la nationalité a ajouté à l'article 4 un nouveau paragraphe 2 (article premier, paragraphe 3, alinéa a) dont la teneur est la suivante :

"Une ordonnance de retrait de nationalité peut être annulée par les autorités mentionnées au paragraphe 1 de l'article 3 (c'est-à-dire les autorités gouvernementales du Land compétentes selon la résidence) même si la personne qui a perdu sa nationalité ne remplit pas les conditions énoncées à l'article premier, pourvu que sa conduite politique soit telle qu'elle garantisse sa fidélité à la République indépendante d'Autriche."

Les demandes de réintégration dans la citoyenneté doivent être adressées avant le 31 décembre 1953 à l'autorité qui a prononcé le retrait de la citoyenneté (paragraphe 3 de l'article 4 de la Loi transitoire de 1949 sur la nationalité).

2. Acquisition de la nationalité autrichienne par des apatrides qui résident en permanence sur le territoire de la République.

Lorsque des personnes de cette catégorie sont en mesure de prouver qu'elles résident sur le territoire de la République depuis le premier janvier 1919, elles peuvent, si elles remplissent certaines conditions supplémentaires, acquérir légalement la nationalité autrichienne en déclarant leur intention de devenir fidèles citoyens de la République autrichienne, (paragraphe 1 de l'article 2 de la Loi transitoire de 1949 sur la nationalité).

La femme acquiert la nationalité autrichienne en vertu de la déclaration du mari, à condition que le mariage reste valide et que les époux ne soient pas judiciairement séparés de corps. Les enfants mineurs non émancipés acquièrent

la nationalité du père, et les enfants naturels celle de la mère, à condition, pour les filles, de n'être pas mariées (Leg. cit., article 2, paragraphe 2).

La déclaration doit être adressée par écrit avant le 31 décembre 1953 aux autorités gouvernementales du Land compétentes selon la résidence (Leg. cit., article 3, paragraphe 1).

Enfin, un étranger qui a résidé sur le territoire de la République pendant les trente années qui ont immédiatement précédé sa demande de naturalisation a juridiquement le droit d'obtenir la nationalité autrichienne s'il remplit certaines conditions (paragraphe 3 de l'article 5 de la Loi de 1949 sur la nationalité).